



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOMOVAL (UTOM de Monthyon) (SMITOM)**

La Croix Gillet  
77122 Monthyon

Références : E/25- 2666  
Helios : 63071  
Code AIOT : 0006501966

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement SOMOVAL (UTOM de Monthyon) (SMITOM) implanté lieudit La Croix Gillet 77122 Monthyon. L'inspection a été annoncée le 21/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des installations classées pour l'environnement (ICPE).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOMOVAL (UTOM de Monthyon) (SMITOM)
- lieudit La Croix Gillet 77122 Monthyon
- Code AIOT : 0006501966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères (SMITOM) du Nord Seine-et-Marne exploite un Centre Intégré de Traitement des ordures ménagères (installation d'incinération, installation de tri-transit-regroupement de collecte sélective et une plate-forme de broyage, criblage de déchets végétaux) sur le territoire de la commune de Monthyon.

Cet établissement est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral n°11 DRIEE 56 du 03 mai 2011 complété.

Les activités du site sont également encadrées par les arrêtés ministériels suivants :

- arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- arrêté du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;
- arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 01/07/18) ;
- arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des



installations classées pour la protection de l'environnement ;

- arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 Travaux et points chauds

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 4.9	Demande d'action corrective	6 mois
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 5.71	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 8.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1mois 3 mois
5	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 8.13.1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
15	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Traitement des résidus d'épuration des fumées	Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 6.2.4.5	Sans objet
6	Surveillance et détection	Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 8.13.2	Sans objet
8	Respect des valeurs limites d'émissions des rejets canalisés dans l'air	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1	Sans objet
9	Identification des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	zones à risque	article 48	
10	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
11	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
12	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
13	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
14	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que les travaux par point chaud réalisés sur le site par les prestataires externes ou par le personnel en interne, sont bien encadrés. Des permis de feu et/ou des plans de prévention sont bien mis en place avant toute intervention. Les intervenants sont informés et formés sur les risques des travaux effectués et des zones concernées.

En ce qui concerne la gestion du site en cas de perte d'utilité, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne dispose pas d'une stratégie lui permettant de faire face à un tel incident. En effet, les risques et l'impact de la perte d'utilité sur le site ne sont pas analysés. L'exploitant s'est engagé à réaliser l'analyse précitée et à mettre en place les consignes nécessaires pour la mise en arrêt et/ou le démarrage du site lorsque ceci est nécessaire afin de prévenir tout risque accidentel.

Par ailleurs, la visite du 6 novembre 2025 a mis en évidence certaines non-conformités pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à mettre en place les actions correctives nécessaires.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation des prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b>  La qualité de la nappe phréatique la plus proche est contrôlée au moins une fois par an au moyen de trois piézomètres, un placé en amont hydraulique de l'établissement, les deux autres en aval.  [...]
Le niveau des eaux souterraines est mesuré également au moins une fois par an. Cette mesure, qui doit permettre de contrôler le sens d'écoulement des eaux souterraines, se fait sur des points nivelés. Les résultats de toutes les analyses et mesures, accompagnés des commentaires nécessaires, sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées. Ces résultats sont intégrés dans des documents de synthèse (tableaux, courbes, etc) permettant

d'apprécier l'évolution dans le temps des niveaux et de la qualité des eaux souterraines.

**Constats :**

Les prélèvements pour la campagne de surveillance de 2025 ont été effectués le 30 octobre 2025. Le rapport des résultats sera transmis à l'inspection des installations classées.

L'Inspection a examiné le rapport des mesures des eaux souterraines réalisées en novembre 2024. Celui-ci recommande la réalisation d'une campagne de mesures en périodes de hautes eaux (le mois de mai).

L'exploitant a indiqué que pour l'année 2025 cette recommandation n'a pas été suivie mais s'est engagé à la prendre en compte pour l'année 2026.

L'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant sur l'importance de réaliser des campagnes hautes et basses eaux afin de pouvoir suivre le sens de l'écoulement de la nappe et mieux appréhender l'impact du site sur les eaux souterraines. Aussi, l'inspection a demandé à l'exploitant de suivre les recommandations du bureau d'études sur plusieurs années. Si les résultats ne mettent pas en évidence une différence notable dans les résultats (entre les campagnes hautes et basses eaux), il pourra alors revenir à une surveillance annuelle de la qualité des eaux souterraines.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant réalisera, annuellement, à partir de l'année 2026, deux analyses des eaux souterraines correspondant à la période de hautes et basses eaux, afin de mieux suivre l'impact des installations sur la qualité de ces eaux. Le rapport des résultats de la période des hautes eaux (mai 2026) sera transmis à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 5.71

**Thème(s) :** Risques chroniques, Étalonnage AST/QAL2

**Prescription contrôlée :**

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et à un essai annuels de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moins tous les trois ans au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, selon les méthodes de référence, et conformément à la norme référencée dans l'arrêté ministériel en vigueur.

**Constats :**



L'étalonnage AST des équipements de mesure en continu des 3 lignes d'incinération a été effectué du 3 au 4 juin 2025.

Le rapport de cet étalonnage indique les écarts suivants :

- pour la ligne L1 (analyseurs titulaire et redondant) : les réponses ne respectant pas les critères de variabilité ou de justesse, il y a lieu de procéder à un nouvel étalonnage pour les paramètres "Ammoniac" (NH3) et "Acide chlorhydrique (HCl)",
- pour la ligne L2 (analyseur redondant) : la réponse ne respectant pas le critère de variabilité, il y a lieu de procéder à un nouvel étalonnage pour le paramètre "Dioxyde de soufre (SO2)",
- pour la Ligne L4F (analyseur redondant) : les réponses ne respectant pas les critères de variabilité ou de justesse, il y a lieu de procéder à un nouvel étalonnage pour les paramètres "Oxydes d'azote (NOx)" et "Acide chlorhydrique (HCl)".

L'exploitant a indiqué que les écarts constatés lors de l'étalonnage AST de juin 2025 peuvent être liés au remplacement des analyseurs et systèmes d'enregistrement qui a été effectué en 2024 et qui avait pour conséquence un changement de prestataire (problèmes de tests opérationnels liés aux gaz étalons utilisés).

Aussi, un contre étalonnage AST pour les paramètres dont les étalonnages en juin n'ont pas été validés, a été effectué du 28 au 30 octobre 2025. Le rapport de cet étalonnage sera transmis à l'inspection des installations classées. Si les écarts constatés en juin 2025 persistent, l'exploitant doit transmettre à l'inspection les mesures prévues pour lever ces écarts.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport de l'étalonnage AST réalisé en octobre 2025. Si les écarts constatés au mois de juin 2025 persistent, l'exploitant devra transmettre à l'inspection les mesures prévues pour lever ces écarts.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Traitement des résidus d'épuration des fumées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 6.2.4.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance

**Prescription contrôlée :**

Résidus de l'épuration des fumées - Surveillance

Une analyse, au moins une fois par trimestre, des différents résidus de l'épuration des fumées est effectuée sur un échantillon composite. En particulier, la fraction soluble et les teneurs en métaux lourds dans les lixiviats de ces déchets sont mesurées selon les normes en vigueur

**Constats :**

L'exploitant a présenté les résultats des analyses trimestrielles réalisées pour l'année 2025. Aucune observation n'a été relevée par l'Inspection.

<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 4 : contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 8.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. L'exploitant remédie à toute défécuosité relevée dans les délais les plus brefs. La traçabilité de ces actions correctives est assurée par l'exploitant et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le rapport de la vérification des installations électriques réalisée du 12 au 20 juin 2025 indiquait 43 observations dont 28 ont été levées et 9 pour lesquelles des actions correctives sont en cours.  Le rapport de la vérification Q18 indiquait 3 non-conformités et mentionnait que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Ces non-conformités ont été levées.  Le rapport de la vérification Q19 effectuée le 7 août 2025 ne mentionnait pas d'anomalies.  L'exploitant dispose d'un registre informatique qui lui permet de consigner les anomalies relevées lors des différentes vérifications et de suivre les actions correctives mises ou à prévoir avec leurs échéances.  Interrogé sur la vérification de la cellule haute tension, l'exploitant a indiqué que celle-ci fait l'objet d'un contrôle annuel par un prestataire externe. Le rapport de la dernière vérification n'a pas pu être communiqué à l'inspection des installations classées le jour de la visite du 6 novembre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées : - les justificatifs de levée des observations restantes figurant sur le rapport de vérification de juin 2025 (délai 3 mois), - le rapport de la dernière vérification de la cellule haute tension (délai 1 mois).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites et de délais :</b> Demande de justificatif à l'exploitant (délai 1 mois), Demande d'action corrective (délai 3 mois)

**N° 5 : Moyens incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 8.13.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification annuelle
<b>Prescription contrôlée :</b>



La défense intérieure contre l'incendie est assurée au moyen :

1- Fosse de réception des déchets : 2 canons à eau fixes, pilotables à distance, de débit unitaire de 1 400 litres/minute, et de portée 45 mètres.

2- Four à lit fluidisé (silos de stockage de la fraction combustible) : chaque silo est protégé par une rampe d'aspersion composée de 4 buses d'une capacité unitaire de 10 litres/min/m<sup>2</sup>.

3- Installation de broyage de déchets verts : 1 canon à eau fixe, pilotable à distance, de débit maximal de 1 900 litres/minute, de portée 45 mètres, et équipé d'une unité flow-mix d'adjonction de produit mouillant et un canon à mousse,

3- Plateforme de tri sommaire et aires d'entreposage des déchets issus de la collecte sélective : 1 canon à eau mobile, de débit maximal de 2 000 litres/minute, un canon à mousse et un système d'extinction par déluge,

4- Trémies et zones de stockage des déchets :

- de robinets incendie armés (RIA) de DN 40 mm sur tambour à alimentation axiale conformes aux normes NFS 61.201 et 62.201, placés près des accès et de manière à ce que tout point des locaux puisse être atteint par le croisement de deux jets de lance. Les canalisations et compteurs doivent avoir un diamètre suffisant pour que compte tenu des pertes de charge dynamiques créées dans les tuyauteries, on puisse utiliser simultanément les deux RIA les plus défavorisés dans les conditions normales de pression,

- d'extincteurs à eau pulvérisée d'une capacité de 9 kg judicieusement répartis à l'intérieur des locaux, en nombre suffisant,

- d'extincteurs appropriés aux risques particuliers (à poudre, à CO<sub>2</sub>), en nombre suffisant.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée au moyen de

- deux poteaux incendie conformes à la norme NFS 62-200. Ceux-ci doivent assurer en permanence un débit simultané de 180 m<sup>3</sup>/h,

- deux réserves incendie de volumes respectifs de 240 et 120 m<sup>3</sup>, L'ensemble de ces équipements doit être repéré et facilement accessible.

[...]

Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification et d'une maintenance le 30 juin 2025. Le rapport de cette vérification proposait un devis des actions correctives nécessaires. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une commande en date du 7 octobre 2025 relative à l'ensemble des actions correctives nécessaires.

Les RIA et les poteaux incendie du site ont également été contrôlés le 30 juin 2025. Aucune observation n'a été relevée. Le débit simultané des poteaux incendie était supérieur à 180 m<sup>3</sup>/h.

En ce qui concerne les groupe motopompe (GMP) alimentant les canons incendie, l'exploitant a indiqué que suite à un changement de prestataire au niveau du groupe VEOLIA dans le but de réaliser des contrôles conformes au référentiel APSAD R1, la vérification du GMP a pris du retard pour l'année 2025.

Un premier passage de l'organisme certifié APSAD a eu lieu le 16 mai 2025. Ce passage avait pour objet de vérifier la conformité au référentiel APSAD R1 du matériel utilisé. Aussi, l'organisme de

contrôle a demandé à l'exploitant une mise aux normes de certains équipements du système d'extinction automatique avant de procéder à la vérification du bon fonctionnement des pompes. L'exploitant a effectué la commande nécessaire à cette mise aux normes (25 juillet 2025) ; celle-ci est prévue pour la fin de l'année 2025. L'organisme de contrôle devra alors repasser par la suite pour effectuer la vérification du bon fonctionnement de l'ensemble du dispositif.

Le système de désenfumage a été contrôlé le 2 juin 2025. 10 observations ont été relevées à la suite de ce contrôle. Celle-ci ont été toutes levées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport de vérification du groupe motopompe.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 6 : Surveillance et détection**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/05/2011, article 8.13.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, vérification périodique

**Prescription contrôlée :**

[...]

Ces systèmes de détection font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

**Constats :**

Le système de détection a fait l'objet d'un contrôle selon le référentiel APSAD Q7 le 20 mai 2025. Aucune observation n'a été relevée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions OTNOC**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, réalisation de la campagne de surveillance

**Prescription contrôlée :**

Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.

Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions



de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que du fait de la complexité de l'organisation des mesures en conditions OTNOC, uniquement la ligne 2 (phase d'arrêt) a fait l'objet de cette mesure lors de l'arrêt technique du mois de septembre 2025. Tous les paramètres suivis en conditions EOT (en continu et périodiquement) ont été mesurés.

Les mesures en phase de démarrage pour la ligne L2 sont planifiées. Les mesures pour les lignes L1 et L4F sont également planifiées respectivement en septembre et avril 2026.

L'inspection a indiqué à l'exploitant que, dans la mesure où les systèmes d'acquisition des mesures en continu restent fonctionnels en phase d'arrêt et de démarrage, il pouvait réaliser les mesures lui-même. Il conviendra ensuite de planifier les mesures de dioxines-furanes pendant ces phases.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les rapports de mesure des polluants durant les conditions OTNOC pour les lignes L1, L4F et L2 (phase de démarrage).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 8 : Respect des valeurs limites d'émissions des rejets canalisés dans l'air**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures semestrielles

**Prescription contrôlée :**

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètre (mg/Nm3)	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière
COVT	10	10	moyenne journalière
CO	50	50	moyenne journalière
HCl	8	6	moyenne journalière
SO2	40	30	moyenne journalière

NOx	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière
NH3(5)	10 (6)	10	moyenne journalière
Cd+Tl	0,02	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu +Mn+Ni+V	0,3	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (7)	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF(ng I- TEQ/Nm3)	0,08	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme

(1) Pour les installations d'incinération de déchets dangereux pour lesquelles un filtre à manches n'est pas applicable, la valeur est de 7 mg/Nm3.

(2) La valeur est de 150 mg/Nm3 si l'unité a une capacité totale autorisée de moins de 100 kt/an. Lorsque l'unité a une capacité supérieure à 100 kt/an, le préfet peut fixer une valeur comprise entre 80 mg/Nm3 et 150 mg/Nm3 par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(3) La valeur est de 150 mg/Nm3 lorsque la SCR n'est pas applicable. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 150 mg/Nm3 et 180 mg/Nm3 par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement, lorsque la SCR n'est pas applicable.

(4) Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 80 mg/Nm3 et 120 mg/Nm3 par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

(5) Valeurs applicables pour les installations ayant recours à la SCR ou à la SNCR.

(6) Dans le cas des unités existantes appliquant la SNCR sans techniques de réduction des émissions par voie humide, la valeur est de 15 mg/Nm3.

(7) Un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm3 pour les unités existantes, et à 0,035 mg/Nm3 pour les unités nouvelles sera réalisé.

(8) Lorsque l'échantillonnage à long terme comprend des périodes de conditions de fonctionnement autres que normales, la VLE reste applicable pour la moyenne de l'ensemble de la période d'échantillonnage. En cas de dépassement de la VLE, l'exploitant pourra indiquer la présence éventuelle de périodes OTNOC ayant impacté la mesure pendant la période de prélèvements.

#### Constats :

Les analyses semestrielles effectuées en juin 2025 sont conformes.



Les prélèvements pour le deuxième semestre ont été effectués du 28 au 30 octobre 2025. Le rapport des résultats sera transmis à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Identification des zones à risque**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Locaux à risque

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan des zones à risques mentionnant les risques incendie et explosion.

Des plans de secours sont disposés à l'intérieur des zones concernées.

Des consignes sont mises en place à l'entrée de ces zones. Par sondage aléatoire, l'inspection des installations classées a vérifié la présence de ces consignes lors de la visite du site. La signalétique relative aux différents risques est bien présente à l'entrée des zones contrôlées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :  
[...]

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

<b>Constats :</b>
Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de consignes d'interdiction d'apport de feu à l'entrée et d'interdiction de fumée à l'entrée des zones concernées par un risque incendie et/ou explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010; article 58
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Formation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.  Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
<b>Constats :</b>  Deux types de formation sont dispensés pour les salariés en ce qui concerne les travaux par points chauds sur le site.  La première concerne les responsables et a pour objet leur formation pour la délivrance des permis de feu.  La deuxième formation concerne la réalisation des travaux par points chauds et s'adresse aux agents qui font ces travaux.  L'inspection des installations classées a vérifié les attestations de formation des agents concernés et a également vérifié que les signatures sur les permis de feu contrôlés étaient bien effectuées par une personne habilitée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>



Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- [...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

**Constats :**

L'exploitant établit des permis de feu pour toute intervention par point chaud sur le site que ce soit par le personnel du site ou un prestataire externe.

L'inspection des installations classées a examiné des exemples de permis de feu délivrés. Ceux-ci comprenaient bien les opérations dangereuses à effectuer, l'identification des risques et les moyens de prévention, le lieu des opérations, la nature des opérations et leur durée.

Des consignes de sécurité sont également indiquées sur les permis de feu.

Ces permis étaient signés par une personne ayant été formée et habilitée à délivrer des permis de feu au sein du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Dispositions du plan de prévention**

**Référence réglementaire :** Décret du 07/03/2008, article /

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention

**Prescription contrôlée :**

Article R4512-8 du Code du travail

Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :

1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
3. Les instructions à donner aux travailleurs ;
4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

**Constats :**

Pour toute intervention de travaux par un prestataire externe, y compris les travaux par point chaud, un plan de prévention est établi.

Les plans de prévention contrôlés par l'Inspection comportaient les phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; la nature des opérations à réaliser, le matériel et les équipements de sécurité nécessaires ainsi que les moyens d'intervention et de prévention en place.

Un accueil de sécurité vient compléter les consignes présentes dans le plan de prévention et informe des modalités à suivre en cas d'urgence.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Surveillance fin de travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Fin de travaux

**Prescription contrôlée :**

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

**Constats :**

Toute intervention par point chaud est suivie d'une vérification d'absence de risques dans les deux heures suivant la fin des travaux. Cette vérification est consignée dans une partie dédiée dans le permis de feu établi.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

**Constats :**



L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas établi des consignes ou une stratégie à mettre en place en cas de perte d'utilité prolongée sur le site.

L'analyse des risques et de l'impact de cette perte d'utilité n'a pas été réalisée jusqu'à présent.

L'exploitant a indiqué que le site dispose d'une consigne d'enclenchement de la cellule haute tension en cas de microcoupures du courant électrique.

Le site dispose d'un groupe électrogène de faible puissance permettant le maintien de la supervision et de l'éclairage de sécurité en cas de perte d'utilité. Celui-ci est régulièrement vérifié.

L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant qu'il était important d'identifier les équipements critiques présents sur le site et l'impact d'une coupure électrique sur ces derniers.

Après la définition des phases critiques et des impacts d'une perte d'utilité sur les équipements, des consignes/procédures doivent être mises en place pour gérer la phase d'arrêt et de redémarrage des installations afin de prévenir tout risque.

L'exploitant a indiqué qu'il était effectivement pertinent de réaliser cette étude et s'est engagé à la réaliser.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois